Questionnaire sur 3 articles du Monde

Questions sur "Trump ravive le mythe de la frontière"

1. Quels sont les espaces, (lieux, pays) revendiqués par Trump?

2. Quelles en sont les raisons? (Développez un peu :4/5 lignes)

3. Définir "mythe de la conquête vers l'Ouest ". Quand est-t-il né? Expliquez le contexte.

4. Quelles sont les sources évoquées utilisées pour justifier ce mythe?

5. Pour Trump, le début de l'histoire américaine commence-t-elle par la colonisation britannique et la fondation des 13 colonies ou par la conquête de l'ouest? Justifiez.

6. A partir de 1945 quel est le mythe qui a supplanté celle de la frontière ?

7. Pour J. Kennedy que signifie la "nouvelle frontière"? Qu'en est-il de Bill Clinton?

8. Pour Trump, qu'en est-il?

9. Qu'est-ce qu'un frontierman?

Questions sur "Trump convoite l'eau du Canada pour lutter contre les pénuries"

1. Quel est le fleuve frontalier entre le Canada et les USA

2. Quel est le traité signé en 1961? Quel en est le contenu? Que se passe-t-il depuis mars 2025? Pourquoi?

3. Pourquoi est-ce un enjeu politique?

4. Dans quel domaine les USA dépendent-ils du Canada?

Questions "A L'ONU, la fracture du camps occidental"

1. Quel est le pays concerné ?

2. Que s'est-il passé? Pourquoi un volte-face?

3. Quels sont les pays participant au conseil de sécurité de l'ONU? Justifiez.

4. Que s'est-il passé entre 1947 et 1991? Comment désigne-ton cette période?

5. Définir une résolution. Quelles sont les deux résolutions prises par l'ONU?

6. Quels sont les deux groupes montrant ainsi la fracture?

7. Quel fut le rôle de la France et du Royaume Uni?

8. D'après l'article, quelle est la raison de ce choix particulier voulu par les Américains?

9. Que veut faire en réalité l'administration Trump?

# Trump convoite l'eau du Canada pour lutter contre les pénuries

Washington a suspendu les négociations sur le traité du fleuve Columbia, qui serpente entre le Canada et les États-Unis.

Aux yeux de Donald Trump, c'est un très gros robinet qui coule du Canada vers les États-Unis. Le fleuve Columbia est un immense cours d'eau transfrontalier qui naît en Colombie-Britannique et se déverse à Astoria, en Oregon, aux États-Unis, en passant par plusieurs parcs nationaux des deux pays. Il serpente sur 2000 kilomètres, dont 800 sur le territoire canadien, et, à son embouchure, le débit moyen est de 7500 mètres cubes par seconde. "C'est un fleuve magnifique, puissant dès sa source", observe Tricia Stadnyk, titulaire de la chaire de recherche du Canada en modélisation hydrologique à l'école de génie Schulich de l'université de Calgary.

Signé en 1961, le traité du fleuve régit le partage de l'eau entre les deux pays, la production d'électricité, la prévention des inondations et la protection des écosystèmes.

La Colombie-Britannique a annoncé, mardi 11 mars, que les États-Unis avaient mis sur pause les pourparlers pour actualiser le traité du fleuve Columbia, malgré un accord de principe trouvé en juillet 2024. Les négociations avaient déjà été suspendues en 2021, mais le contexte est bien différent. Depuis novembre 2024, Donald Trump répète à l'envi que le Canada pourrait devenir le 51e État américain et ne cache pas sa soif pour les eaux canadiennes, dont celles des Grands Lacs frontaliers. En septembre 2024, il a évoqué son intérêt pour le fleuve Columbia, qu'il aimerait pouvoir détourner pour freiner les épisodes de sécheresse que subissent les États-Unis.

L'origine du texte remonte à 1948, quand une inondation dévastatrice avait fait disparaître de la carte la ville de Vanport, en Oregon (18 000 habitants à l'époque, devenus sans-abri), causant aussi des inondations dans le sud de la Colombie-Britannique. En réponse, le traité a imposé au Canada de maîtriser la fougue du fleuve, ce qui a nécessité la construction de trois barrages en Colombie-Britannique. Ces constructions viennent aussi répondre aux besoins hydroélectriques des États-Unis. Le Canada reçoit, en échange, une part de la valeur de l'électricité américaine produite grâce au stockage canadien, soit plusieurs centaines de millions de dollars chaque année.

Depuis cependant, le fleuve se transforme. Il y a de plus fortes crues et de plus grandes sécheresses. Actualiser le traité est urgent pour mieux protéger les écosystèmes et aussi pour corriger les abus commis par la précédente version du texte envers les autochtones, estime Tricia Stadnyk.

Le 18 juin 2024, le gouvernement Biden publiait un rapport qui admettait pour la première fois les dommages causés aux Premières Nations par les barrages américains, car les États-Unis en ont aussi construit en aval de ceux du Canada. Ils ont notamment empêché la migration des poissons vers leurs frayères des montagnes Rocheuses canadiennes, ce qui a transformé le mode de vie des Amérindiens.

**Traité injuste**

En février, Donald Trump a qualifié d'injuste le traité — sans détailler davantage — et réclamé des changements au premier ministre canadien d'alors, Justin Trudeau, lors d'un appel relaté dans le New York Times. Ce qui intéresse le président américain, c'est d'avoir accès à davantage d'eau du fleuve, qui fournit plus de 40 % de l'énergie hydroélectrique des États-Unis. Avec cette suspension des négociations, une bataille se dessine entre les deux pays. Cela devient un enjeu politique, les accords transfrontaliers sur l'eau protègent de certains conflits en dormance.

Dans les années 1950, un projet baptisé *North American Water and Power Alliance*, estimé à 80 milliards de dollars (73 milliards d'euros), qui n'a jamais été totalement abandonné, envisageait de détourner les eaux du Yukon et de l'Alaska à travers l'Alberta pour irriguer les États-Unis.

**Nouvelle monnaie d'échange**

Dans l'accord de principe, conclu en juillet 2024, qui actualisait le traité, les États-Unis s'engageaient à payer 38 millions de dollars par an au Canada jusqu'en 2044 en échange du stockage de l'eau dans les réservoirs canadiens, tandis que le Canada recevait moins d'hydroélectricité. Le texte protégeait aussi davantage les écosystèmes, avec une possibilité d'augmenter le débit des rivières pour aider la montaison des saumons. Mais il ne faisait pas les affaires du président américain. Le décret "Faire passer les gens avant les poissons", qui concerne la Californie, indique clairement que les écosystèmes passeront au second plan, analyse Tricia Stadnyk. Donald Trump y proclame sa volonté de stopper l'écologie radicale pour approvisionner en eau la Californie du Sud, afin de mieux lutter contre les incendies. Il soutient que le gouverneur de la Californie, Gavin Newsom, a empêché l'arrivée d'eau en provenance du nord lors des incendies de Los Angeles, en janvier, pour protéger l'éperlan du delta.

Tricia Stadnyk s'inquiète de voir les cours d'eau devenir une nouvelle monnaie d'échange dans le conflit en cours entre les deux pays. Le traité du fleuve devient un outil pour négocier des enjeux plus larges. Mais si chacun agit dans son propre intérêt, les écosystèmes seront perdants, note la chercheuse.

En attendant une éventuelle reprise des négociations, un accord provisoire permet la gestion du fleuve. Les États-Unis pourraient aussi décider de sortir définitivement du traité : le préavis pour cela est de dix ans. Mais une autre solution est possible : le gouvernement américain pourrait passer par un autre traité, le traité des eaux limitrophes de 1909, pour s'en retirer en un an.

# Trump ravive le mythe de la frontière

Le président américain utilise l'imaginaire fondateur de la conquête de l'Ouest pour décrire des États-Unis, dont la prospérité, économique comme politique, reposerait sur une expansion sans limites, du Groenland à l'espace.

Parce que la frontière est un espace sans règles, le "frontiersman" porte des valeurs d'individualisme, d'autosuffisance

Mardi 4 mars, devant le Congrès, Donald Trump adressait un message menaçant au peuple incroyable du Groenland, ce très grand territoire dont les Américains ont vraiment besoin pour la sécurité internationale. "Je pense que nous ferons tout pour protéger cette région, une menace sur une autre, nous l'obtiendrons, nous assurerons votre sécurité. Nous vous enverrons des richesses. Et ensemble, nous porterons le Groenland vers des sommets que vous n'auriez jamais crus possibles auparavant."

Les visées expansionnistes répétées de Trump — envers le Groenland, le Canada, ou le canal de Panama — s'expliquent par de évidentes justifications d'ordre économique et géostratégique. Mais l'ambition renoue aussi avec un imaginaire national que l'on croyait tombé en désuétude : celui de la frontière, qui fait de l'Amérique un pays étendant sans cesse son territoire.

Difficile d'imaginer plus éloigné du mythe de la conquête de l'Ouest que Donald Trump, un milliardaire né à New York, propriétaire d'un triplex doré au sommet d'un gratte-ciel, surtout connu pour vouloir au contraire renforcer la frontière sud du pays avec un mur. Et pourtant, "L'esprit de la frontière", s'enthousiasmait-il lors de son discours d'investiture le 20 janvier. "L'appel de la promesse d'aventure réside au plus profond de nos âmes. Nos ancêtres américains ont transformé un petit groupe de colonies à la lisière d'un vaste continent en une puissante république, étendue sur des milliers de kilomètres à travers une terre accidentée et sauvage."

Le 14 janvier, Eric Teetsel, vice-président du cercle de réflexion *The Center for Renewing America*, proche de M. Trump, publiait dans le magazine *World* (dont la devise est "Un journalisme sain, fondé sur les faits et la vérité biblique") une tribune dans laquelle il situait la proposition de Trump concernant le Groenland dans la tradition des explorateurs défiant l'adversité à la poursuite d'une vie meilleure. "Longtemps, la politique intérieure et étrangère des États-Unis a été dictée par l'impératif de contrôler notre destin d'un océan à l'autre", écrivait Teetsel. Trump veut revivre cet esprit.

Même enthousiasme dans le magazine nationaliste *IM 1776*, porte-voix de la nouvelle droite incarnée par Vance, qui publiait en décembre 2014 un article d'un auteur anonyme, Plethonist, soutenant que la colonisation du Groenland représenterait l'ouverture d'un nouveau territoire pour les hommes occidentaux, une frontière qui forgerait au fil du temps un nouveau peuple, conditionné par le climat froid et la rudesse du terrain.

L'esprit de la frontière est le mythe américain le plus fondamental, car il explique les origines de la nation, depuis ses débuts en tant que colonie de peuplement jusqu'à sa fantastique expansion pour devenir une puissance mondiale, pose l'historien Richard Slotkin, auteur notamment de *A Great Disorder: National Myth and The Battle for America* (Un grand désordre : le mythe national et la bataille pour l'Amérique, Harvard University Press, 2024, non traduit).

La thèse de la frontière a été élaborée en 1893 par un historien, Frederick Jackson Turner (1861-1932), dans un texte capital, *La Frontière dans l'histoire américaine*, qui va non seulement changer le cours de l'historiographie du pays, mais aussi modifier pour toujours l'image que les États-Unis ont d'eux-mêmes. À l'époque, s'il synthétise des idées qui sont dans l'air du temps, le texte fait néanmoins polémique en s'opposant à deux écoles d'historiens : l'une se concentre sur l'importance des divisions de la nation autour de l'esclavage ; l'autre, l'anglo-saxonisme, voit l'homme et les institutions américaines comme le fruit de germes venus d'Angleterre et plus anciennement des forêts teutonnes, implantés dans le Nouveau Monde.

**CONQUÊTE D'UNE RÉGION SAUVAGE**

Or, selon Turner, c'est le peuplement et la colonisation de la frontière américaine, la conquête d'une région sauvage, qui ont joué un rôle décisif dans la formation de la culture de la démocratie américaine, et qui l'ont distinguée des nations européennes. Le point de vue duquel l'histoire des États-Unis doit être regardée n'est pas la côte Atlantique des pèlerins, mais le Grand Ouest : là où l'Européen, dans son habillement, ses industries, ses outils, ses modes de déplacement et sa pensée, rencontre la rudesse des contrées sauvages, les canoës en bouleau, les cris de guerre des Amérindiens ; là où il apprend à cultiver le maïs avec des outils rudimentaires et à scalper lui aussi ses ennemis. À la frontière, la nature sauvage dompte le colon. De cette rencontre entre l'homme et la nature sauvage naît un produit nouveau, qui est américain : un homme dur, "self-made", autonome, mais aussi un esprit qui infuse les institutions de la jeune nation.

Turner présente l'Ouest et l'Europe comme des forces opposées, le premier aspirant à la liberté, le second cherchant à la contrôler. La démocratie américaine n'est pas née d'un théoricien, elle n'a pas été transportée par un Sutan Constant jusqu'en Virginie, ni par le Mayflower jusqu'à Plymouth ; elle est née de la frontière et a gagné en force chaque fois qu'elle a touché une nouvelle frontière. L'expansion, en offrant des perspectives de grandes richesses provenant des ressources naturelles, garantit la mobilité sociale. Turner écrit au moment où la fin de la conquête de l'Ouest fait craindre une crise identitaire et politique : Que faire lorsque la jeune nation rencontre la finitude du territoire, de ses ressources ? Repartir à la conquête des richesses ? Admettre les inégalités ? Continuer l'expansion au-delà des frontières ?

L'hypothèse de Turner dépasse de loin l'analyse historique et penche vers le mythe dès son énonciation : l'Ouest est "la fontaine de jouvence magique, dans laquelle l'Amérique baigne et qui la rajeunit", dit-il dans un discours en 1896. Mais sa théorie dominera longtemps l'historiographie et l'enseignement.

S'il subsiste évidemment dans la culture populaire, le mythe de la frontière a été supplanté par une autre image puissante, issue de la Seconde Guerre mondiale : celle de l'Amérique comme leader du monde libre, explique Richard Slotkin. Or, l'un des principes fondamentaux de ce système international d'après-guerre est le concept de souveraineté, l'idée que les frontières d'une nation doivent rester intactes.

**MÉTAPHORE DE LA CROISSANCE**

Dans les années récentes, cette notion est renouvelée à sa dimension mythique par une nouvelle idée qui complète les récits mythoréalistes. Cette nouvelle histoire de l'expansion examine les problèmes liés à la destruction de l'environnement, la marginalisation des peuples autochtones et les démons historiques de la vie des colons. Mais la frontière continue d'apparaître dans la rhétorique politique comme une métaphore pour la croissance et le développement.

Lors de son discours d'investiture à la candidature de John Fitzgerald Kennedy en 1960, ce dernier a lancé l'idée de la "Nouvelle Frontière" à conquérir, au-delà de laquelle s'étendaient des domaines inexploités de la science et de l'espace, des problèmes non résolus de pauvreté, de guerres, de préjugés, et de surplus. En 1993, le président Bill Clinton déclarait que l'économie mondiale représentait une "nouvelle frontière".

Trump, pour sa part, utilise cette forme dans sa plus primitive version. Comme l'écrit Richard Slotkin, il conçoit une Amérique dont la prospérité repose sur une expansion sans limites et la course aux énergies fossiles. Prosperité économique, mais aussi politique : Trump fait également référence aux fondateurs, dont beaucoup pensaient que les États-Unis devaient s'étendre pour prospérer, écrivait l'historien Greg Grandin dans *The New York Times* le 21 janvier. "Il semble que le nationalisme tolérant et répliquant soit le même qui lui a permis d'accéder au pouvoir. Peut-être auto-destructeur."

Ce retour à une version primitive de la frontière permet d'enrober les incartades du milliardaire et ses diverses violations des normes morales dans le mythe du héros hors-la-loi. Trump est arrivé en politique avec un passé controversé, mais l'insertion de son image présidentielle dans la logique du mythe transforme cette ambiguïté morale en une preuve d'authenticité propre à une version interne du héros de la frontière, écrit la sociologue américaine Olena Lelphak dans *Donald Trump in the Frontier Mythology* (Donald Trump dans la mythologie de la frontière), Routledge, 2029, non traduit.

Parce que la frontière est un espace sans règles, le "frontiersman" porte des valeurs d'individualisme et d'autosuffisance. Une image construite au mépris de la réalité historique : la conquête de l'Ouest a été largement facilitée par des infrastructures financées par le gouvernement, les chemins de fer notamment, et protégée par l'armée. Mais le récit a de quoi faire écho au libertarianisme de la Silicon Valley. Ces dernières années, Peter Thiel, le fondateur de PayPal, et d'autres entrepreneurs ont participé à divers "exit projects" conçus pour permettre d'échapper aux contraintes des démocraties libérales. Ces projets vont de la vie hors réseau dans les montagnes de l'Ouest au "seasteading", ces communautés autonomes sur des plateformes flottantes dans les eaux internationales. Le *Seasteading Institute*, financé par Thiel, promet ainsi d'ouvrir les frontières de l'humanité.

Le Groenland doit servir de terrain d'exercice avant la prochaine frontière : l'espace. Lors de son discours inaugural, Trump promettait : "Nous allons poursuivre notre destinée manifeste jusqu'aux étoiles." Slogan de l'expansion à l'Ouest, au XIXe siècle, la destinée manifeste est l'idée selon laquelle les Américains blancs ont reçu l'ordre divin de coloniser le continent nord-américain. Une idéologie qui a inspiré toute une série de mesures visant à éliminer la population autochtone.

En attendant la conquête spatiale, au Groenland, au Canada, comme à Gaza, l'idée de Trump est la même, observe Richard Slotkin : "Nous allons nous emparer de ce territoire primitif et en faire un glorieux paradis. Tout ce que vous avez à faire, c'est de faire sortir les Indiens de là."

**VALENTINE FAURE**

**A L'ONU, la fracture du camp occidental**

Lundi, les Etats-Unis ont soutenu la Russie sur des textes concernant l'Ukraine, au grand dam des Européens. Vladimir Poutine ne pouvait pas rater une telle occasion de se réjouir : par la voix de son porte-parole, Dmitri Peskov, le maître du Kremlin s'est félicité, mardi 25 février, d'une position beaucoup plus équilibrée des Etats-Unis, après leur volte-face, la veille, dans l'enceinte très symbolique des Nations unies. De fait, l'administration Trump a une nouvelle fois, en moins de deux semaines, dérouté ses alliés occidentaux, et pris à rebrousse-poil les attentes de Kiev.

Lundi, pour le troisième anniversaire de l'invasion russe, la diplomatie américaine a, contre toute attente, proposé d'adopter au Conseil de sécurité une résolution demandant une paix rapide en Ukraine. Le texte a été soutenu par la Russie et la Chine. Une vraie rupture au moment où les combats font toujours rage : depuis le 24 février 2022, Washington se faisait, au contraire, un devoir, avec les capitales européennes, d'isoler diplomatiquement Moscou pour mieux soutenir Kiev, non sans difficultés auprès du cercle hétéroclite des nombreux pays dits du Sud global, souvent non alignés.

Au sein du Conseil, la résolution a été adoptée par 10 voix pour et 5 abstentions : celles de la France, du Royaume-Uni, du Danemark, de la Grèce et de la Slovénie. Comble du paradoxe, c'est la première résolution sur l'Ukraine que le Conseil de sécurité adopte depuis février 2022. Jusqu'à présent, les projets avaient été bloqués par des vetos russes.

**Eviter toute escalade**

Quelques heures plus tôt, dans la matinée, les Etats-Unis avaient refusé de voter une résolution non contraignante approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies sur proposition de l'Ukraine. Il s'agissait de marquer les trois ans de son invasion à grande échelle par la Russie de Vladimir Poutine. Le texte reconnaît qu'il est « urgent » de mettre fin à la guerre cette année, mais demande le retrait des troupes russes d'Ukraine. Il a été soutenu par les Européens, à l'exception de la Hongrie de Viktor Orban, et voté par 93 voix pour, 65 abstentions et 18 voix contre (sur 193 membres, dont quelques-uns n'ont pas pris part au vote). Les Etats-Unis et Israël ont voté contre, comme la Russie, la Corée du Nord, la Biélorussie, les Etats du Sahel, autant de pays considérés comme proches de Moscou depuis le retour de la guerre en Europe. La Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud se sont, quant à eux, abstenus, de même que les pays du Moyen-Orient. Les votes africains sont plus divisés.

Ce double rapprochement entre Washington et Moscou est d'autant plus inédit qu'il s'opère en opposition aux deux membres permanents européens du Conseil de sécurité, la France et le Royaume-Uni. Une manœuvre qui illustre de manière éclatante le fossé qui se creuse entre les alliés occidentaux depuis que l'administration Trump a décidé, dans le dos de Kiev, de Paris et de Londres, entre autres, d'engager des discussions sur la fin de la guerre, au risque de s'aligner sur les positions de Vladimir Poutine. D'autant que les votes se sont tenus au moment où Emmanuel Macron était à Washington pour tenter d'infléchir les positions de son homologue américain, très soucieux de conclure le plus vite possible un compromis pour mettre fin au bain de sang.

Dans la journée, Paris et Londres ont certes cherché à amender le texte américain soumis au Conseil de sécurité, pour y mentionner la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays agressé. Mais ils ont buté sur le veto russe à chacune de leurs propositions en faveur de l'Ukraine. Les représentants américains se sont, quant à eux, abstenus sur ces amendements, de même – petite consolation vue d'Europe – qu'ils s'abstenaient sur les modifications suggérées par la Russie.

Au moment du vote final, les autorités françaises et britanniques n'ont pas pour autant cherché à bloquer la résolution soumise au Conseil de sécurité, préférant s'abstenir. Les diplomates français se justifient en faisant valoir que ce texte, certes lacunaire, n'empêche rien pour l'avenir, alors que les négociations sur la fin du conflit ne font que commencer. Sa formulation n'exclut pas de futures garanties de sécurité et ne contrevient pas au droit international, allègrement violé par la Russie depuis le début du conflit. S'il était donc hors de question pour la France et le Royaume-Uni de le soutenir, il n'a pas non plus été jugé nécessaire de le bloquer.

Au passage, Londres et Paris n'ont sans doute pas souhaité aggraver la distance avec les Etats-Unis, alors qu'après Emmanuel Macron, ce sera au tour du Premier ministre britannique, Keir Starmer, jeudi 27 février, d'essayer de convaincre Donald Trump de revenir à des positions plus conformes à celles d'un allié. Il s'agissait d'éviter toute escalade, selon une source proche des négociations new-yorkaises.

En réalité, les avis divergent sur la portée de ces grandes manœuvres onusiennes. Dans son bureau situé à deux pas de la Maison Blanche, Peter Rough, le directeur du centre Europe et Eurasie du Hudson Institute, un think tank conservateur, minimise l'impact du rapprochement Russie-Etats-Unis aux Nations unies : pour lui, l'administration Trump cherche à inciter Poutine à accepter de négocier en multipliant les signaux, qu'ils soient symboliques, comme à l'ONU, ou dans la ligne de positions américaines anciennes, comme la non-intégration de Kiev dans l'OTAN, ou le refus d'envoyer des troupes au sol en Ukraine.

Cet expert ne veut pas croire à la mise en place d'un véritable axe diplomatique durable entre Moscou et Washington, même en cas de deal entre Poutine et Trump, bien que ce dernier puisse être tenté d'ouvrir une brèche dans le partenariat entre la Russie et la Chine. Mais cette perspective demeure lointaine, et les Etats-Unis de Trump savent encore que leurs plus proches alliés se trouvent en Europe, surtout si celle-ci accepte de partager davantage le fardeau de sa sécurité, ajoute Peter Rough.

L'administration Trump s'est lancée dans une « guerre d'influence extrêmement violente », jugent, au contraire, des diplomates européens en poste à New York. Washington a d'abord fait pression sur Volodymyr Zelensky pour qu'il retire sa résolution du vote en Assemblée générale – ce qu'il a refusé catégoriquement. Les Etats-Unis sont alors passés en mode guerre, selon un proche du dossier. Ils ont mis sur la table leur propre texte, vendredi 21 février, sans négociation possible, et ont organisé une campagne de dénigrement contre la résolution de Kiev. Ils auraient même négocié avec l'Arabie saoudite une abstention massive des pays du Golfe.

Cela n'a pas de sens. Puis, lundi, Washington a décidé d'aller encore plus loin en imposant au vote son texte au Conseil de sécurité, quelques heures après l'avoir soumis à l'Assemblée générale – il y avait été voté, mais dans une forme non originale, puisque des amendements européens ont réintégré la notion de respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ces votes constituent des victoires morales pour l'Union européenne, analyse Richard Gowan, du centre de réflexion International Crisis Group. L'humiliation aurait été que Kiev retire son texte, mais cela nous fait malgré tout basculer dans un monde nouveau. Les diplomates onusiens en sont convaincus : pour arriver à ce résultat, Moscou et Washington ont sans doute travaillé de concert, en toute confidentialité. A huis clos, l'ambassadeur russe, Vassily Nebenzia, a même soutenu la demande américaine de soumettre le texte au vote dès lundi, contre l'avis des ambassadeurs français et britanniques.

Une résolution sur la paix en Ukraine sur laquelle s'abstiennent les cinq pays européens au Conseil, cela n'a pas de sens, note un ambassadeur européen. Mais le veto pourrait revenir à l'ordre du jour si Washington décidait de faire valider par le Conseil de sécurité un éventuel plan de paix négocié, en bilatéral avec Moscou, qui serait préjudiciable à Kiev. Nous attendrons les orientations du Conseil européen qui se réunira le 6 mars. Les Européens, guidés par le président Macron, réfléchiront au prochain coup, et nous porterons cela aux Nations unies, explique l'ambassadeur slovène, Samuel Zbogar. D'autres diplomates sont plus circonspects et pensent que l'administration Trump préférera ne plus mêler l'ONU aux négociations sur la paix en Ukraine maintenant qu'elle a réussi à faire voter sa résolution.

**Kiev et Washington prêts à signer un accord sur les minerais**

Kiev a accepté, mardi 25 février, les termes d'un accord sur ses minerais avec les Etats-Unis, que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, pourrait signer dès vendredi, à Washington. Le texte prévoit que les Etats-Unis exploiteront conjointement avec l'Ukraine les richesses minières de son sous-sol et que les revenus qui en seront issus alimenteront un fonds qui pourrait être conjoint aux deux pays. Cet arrangement est destiné, dans l'esprit de Donald Trump, à compenser les milliards de dollars d'aide versés à l'Ukraine par l'administration Biden. Mi-février, M. Zelensky avait refusé de signer une première version de l'accord, suscitant la fureur de M. Trump, qui l'avait alors traité de...